



LE COMMERCE

Rapport annuel 2022

HANDELSchweiz

Commerce Suisse | Commercio Svizzera | Swiss Trade

Éditorial et programme de la Journée du commerce	03
Rapport annuel du président et du comité de Commerce Suisse	04–05
Entretien avec Kaspar Engeli	06
Conjoncture et direction de Commerce Suisse	07
Entretien avec Eric Scheidegger	08–09
La fin de la mondialisation?	10
Opinion de Thomas Freuler	11
Le commerce suisse en chiffres	12
La coopération, la clé du succès	14
Bilan intermédiaire du commerce en 2023	15
Le commerce international des puces	16
Nouveau : les spécialistes e-commerce	17
Commerce extérieur, libre-échange et relations avec l'UE	18
CRIF SA: certification ESG pour les PME	19

Impressum

Publié par :

Commerce Suisse
Case postale
Güterstrasse 78, 4010 Basel

Rédaction :

Kommunikationsplan SA, Zürich

Impression :

Ritz Crossmedia SA, Bern

Éditorial

**Chères amies et chers amis de Commerce Suisse,
Chères lectrices, chers lecteurs,**

Commerce Suisse se réjouit de vous accueillir à la Journée du Commerce 2023. En plus de l'assemblée générale de Commerce Suisse et d'autres associations du secteur, cette journée nous permettra de discuter de la situation économique et politique actuelle.

Je me réjouis particulièrement d'accueillir le Dr. Eric Scheidegger, vice-directeur du SECO, en tant que conférencier. Fin connaisseur de la politique économique helvétique, il nous parlera de la force économique suisse d'aujourd'hui et de demain.

Notre directeur, Kaspar Engeli, animera la discussion en panel qui suivra. Nous attendons avec enthousiasme de connaître les opinions de Martin Hirzel (président de Swissmem et vice-président d'économie suisse) et de Thomas Freuler (président de L'Association Suisse du Commerce de l'Acier et de la Technique du Bâtiment (ASCA), CEO de Spaeter AG) lors de leurs échanges avec M. Scheidegger.

Vous trouverez dans ce magazine des articles sur de nombreux sujets actuels pertinents pour nos secteurs d'activité, tels que l'importation et l'exportation dans le contexte de la situation commerciale actuelle, le développement mondial du libre-échange et l'évolution des relations entre la Suisse et l'UE. La Journée du Commerce vous offrira ensuite la possibilité d'approfondir ces sujets.

Je me réjouis de vous rencontrer lors de la Journée du Commerce et de vous parler du travail de Commerce Suisse. Je vous invite à approfondir les discussions lors de l'apéritif.

Je vous souhaite une excellente lecture et espère que la Journée du Commerce répondra à vos attentes.

Rudolf O. Schmid

Président Commerce Suisse

Journée du commerce 2023

Date/Lieu :

Vendredi 16 juin 2023, Kursaal Berne

Matinée :

Assemblées générales des associations participantes

12 h 00 – 13 h 30 Apéritif et repas de midi
13 h 30 – 15 h 45 Journée du commerce
15 h 45 Apéritif dans le foyer Aare

Assemblée des délégués et

assemblée générale de Commerce Suisse

Accueil par **Rudolf O. Schmid**, président de Commerce Suisse

Discours :

Dr. Eric Scheidegger, directeur adjoint du SECO
L'économie suisse à l'épreuve de la crise : prête pour l'avenir?

Modération :

Kaspar Engeli, directeur de Commerce Suisse

Table ronde :

Dr. Eric Scheidegger, directeur adjoint du SECO
Martin Hirzel, président de Swissmem
Thomas Freuler, président de L'Association Suisse du Commerce de l'Acier et de la Technique du Bâtiment (ASCA), CEO SPAETER

Nous remercions nos sponsors
pour leur engagement!



valiant



Rapport annuel du président

Commerce Suisse a connu une année 2022 à la fois positive et exigeante. Notre résultat annuel est encourageant. Le fonds pour les campagnes politiques a été renforcé, nous permettant de nous engager encore plus pour défendre les intérêts du commerce. Nous avons investi beaucoup d'énergie et de travail dans la mise en œuvre de la stratégie FFF – «FIT FOR FUTURE».

Lors de trois réunions du comité, nous avons discuté des questions qui touchent le commerce ou qui ont un lien direct avec celui-ci. Les expériences acquises sont partagées entre les secteurs et intégrées dans le travail de Commerce Suisse. Le voyage du comité directeur à Varsovie lui a permis de se pencher sur la politique commerciale entre la Suisse et la Pologne. Nous avons obtenu des informations de première main sur la situation en Pologne auprès de deux ministères, en particulier sur la relation du pays avec l'Ukraine voisine. Nous avons appris comment la Pologne a pu accueillir plusieurs millions de réfugiés, tandis que la Suisse n'est devenue une terre d'accueil temporaire que pour quelques dizaines de milliers de personnes.

Sur le plan politique, la question des relations avec notre plus grand partenaire commercial, l'UE, continue de nous préoccuper. La Suisse a besoin d'une relation économique et commerciale stable et ouverte avec son plus grand partenaire commercial. Ce n'est que si le commerce fonctionne sans entrave que les deux partenaires commerciaux sont gagnants. Toutes les parties prenantes devraient revoir leurs positions et ouvrir la voie à la reprise des négociations entre la Suisse et l'UE. Nos partenaires commerciaux investissent en Suisse surtout lorsque la sécurité des flux commerciaux est garantie à long terme.

Le fait que les accords bilatéraux restent au point mort sans un nouvel accord-cadre a déjà affecté certains membres de Commerce Suisse. L'équivalence des produits n'est plus automatiquement garantie dans ces circonstances. L'industrie médicale procède à une nouvelle certification selon les critères de l'UE, ce qui est coûteux. Commerce Suisse soutient également l'industrie de la construction dans sa recherche de solutions. D'autres industries risquent fort de bientôt être elles aussi touchées. Les coûts supplémentaires de certification réduisent la compétitivité suisse. La participation de la Suisse au projet Horizon Europe et le soutien financier des initiatives scientifiques y associées sont positifs, mais ne peuvent pas remplacer la coopération bilatérale.

La situation énergétique en Europe, et en particulier en Suisse, a également préoccupé Commerce Suisse. Grâce aux températures clémentes de l'hiver dernier, la Suisse a échappé à une pénurie d'électricité. Cependant, le problème demeure. Les progrès en matière d'efficacité énergétique et de pompes à chaleur seront certes bénéfiques, mais l'électrification avance et la demande d'électricité de la Suisse devrait atteindre environ 80 térawatt-heures, tandis que les 20 térawatt-heures des centrales nucléaires disparaîtront. Pour que nous puissions continuer à travailler, produire et vivre comme nous le faisons actuellement, la Suisse devra rapidement disposer de sources d'énergie supplémentaires d'environ 40 à 45 térawatt-heures. Un accord sur l'électricité peut aider, mais il fournit principalement de l'électricité «sale» provenant du charbon et du gaz. Dans le cadre de la décarbonisation, de nouvelles sources d'énergie propres telles que l'eau, le vent et le soleil sont nécessaires ; même la nouvelle énergie nucléaire est à nouveau envisagée. Le monde politique doit agir. Mais le temps presse et il faut faire preuve de beaucoup d'optimisme pour espérer qu'une solution viable sera trouvée rapidement. Il va sans dire que l'économie suisse a urgemment besoin de cette solution.

Commerce Suisse ne se repose pas sur ses lauriers : nous avons été chargés de gérer le secrétariat d'une association membre supplémentaire et avons adapté notre organisation dans ce domaine. Nous avons également lancé un système de remplaçants au sein de la direction pour la gestion des secrétariats des associations membres. De plus, Commerce Suisse assumera l'ensemble de l'organisation des examens fédéraux de commerce extérieur. Nous sommes donc responsables de l'examen professionnel des spécialistes de commerce international ainsi que de l'examen professionnel supérieur des chefs de commerce international. Cet engagement correspond tout à fait à notre stratégie de formation.

Commerce Suisse est représenté dans de nombreuses organisations dans l'intérêt de ses membres : notamment par des membres de la direction et du comité auprès d'économiesuisse, de l'Union patronale suisse et de la Suva. Un échange d'informations continu est ainsi entretenu entre les directions des associations. Des webinaires et des Worldcafés ont été organisés pour les membres intéressés.

En 2022, Commerce Suisse s'est préparé à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie FFF - «FIT FOR FUTURE» et l'a déjà partiellement appliquée. Commerce Suisse divise son travail en trois domaines stratégiques : la gestion de secrétariats des associations sectorielles dont les membres sont actifs dans le domaine commercial, la formation de jeunes professionnels du commerce

et relative aux tâches centrales de l'administration (finances des associations dont nous gérons les secrétariats), ainsi que la représentation politique et des intérêts sur les questions commerciales.

Dans le cadre de cette nouvelle organisation, nous nous sommes mis à la recherche de nouveaux locaux, ce qui nous permettra de travailler efficacement dans nos domaines stratégiques de prédilection. Un flux d'information est nécessaire pour garantir les échanges entre la direction et les délégué-e-s des associations représentées. Le déménagement dans nos nouveaux locaux est prévu pour l'été 2023.

L'implémentation d'une nouvelle stratégie d'information et de communication a commencé au début de l'année 2023. La newsletter «update» nous permet de gagner en visibilité. Sous forme imprimée, le magazine «Le Commerce» paraît une fois par an avec le rapport annuel présenté ici. La nouvelle stratégie informatique comprend une solution basée sur le cloud, qui sera mise en œuvre au cours de l'année 2023. Le site web de Commerce Suisse sera également renouvelé et mis en ligne pendant l'été 2023.

Tout au long de l'année dernière, nous avons vécu au quotidien notre devise «**NOUS AGISSONS pour le COMMERCE**»

Rudolf O. Schmid
Président Commerce Suisse



Comité Commerce Schweiz

Rudolf O. Schmid
lic.iur. MBA (INSEAD)
Président, comité directeur
ESIMAG IMMOBILIEN SA

Peter J. Grossniklaus
Vice-président,
comité directeur
Bienna Holding SA

Robert Laubscher
Vice-président,
comité directeur
Laubscher & Co. SA

Daniel Broglie
comité directeur
Chromos SA

Daniel Pfirter
comité directeur
Woodpecker Group SA

Christian Rüeegger
comité directeur
Brütsch/Rüeegger Holding SA

Arno Zindel
comité directeur
CANON (Schweiz) SA

Jörg Bucher
B + B SPORT SA

Dr. Matthys Dolder
Dolder AG

Othmar Dubach
Emmi Schweiz SA

Patrick Fischer
lic.oec. HSG
Otto Fischer SA

Thomas Freuler
Spaeter SA

Beat Hauenstein
Oettinger Davidoff SA

Dr. Thomas Hill
Fritz Meyer Holding SA

Eric Hunziker
Maltech SA

Alain Jordi
SABAG Basel SA

Hans Kohler
HANS KOHLER SA

Stéphane Kùpfer
Kuepfer Cuir & Cie

Adrian Müller
HP Schweiz SA

Roman Rogger
Woodpecker Group SA

Martin Stoll
Textilagentur Martin
Stoll GmbH

Matthias Tobler
Scherrer & Bühler SA

Hans-Christian von der Crone
Nimex SA

Philipp Zraggen
Volg Konsumwaren SA

Interview Kaspar Engeli

En tant que directeur de l'association, vous entretenez un contact direct avec vos membres et les associations de Commerce Suisse. Quelles ont été les principales préoccupations des membres l'année dernière ?

Tous les secteurs se préoccupent de la sécurité énergétique, de l'augmentation des coûts des salaires et de la logistique, mais aussi des difficultés d'approvisionnement, l'insourcing accru ainsi que la recherche de main-d'œuvre qualifiée. L'augmentation des obstacles commerciaux préoccupe elle aussi nos membres. Le commerce est devenu plus complexe et plus coûteux ces dernières années, notamment en raison d'une réglementation croissante.

Commerce Suisse évolue constamment : l'adhésion de nouvelles associations, de nouvelles offres de formation et bientôt de nouveaux locaux commerciaux. Quelles activités ont été particulièrement importantes pour vous et l'équipe de Commerce Suisse en 2022 ?

La réorganisation interne (FFF, voir pages 3-5) nous a bien occupés. Nous avons réorienté notre travail autour de 12 processus clés et avons affiné nos structures en conséquence. Un élément important a été la mise en place de suppléances permanentes au sein de la direction. Nous axons de plus en plus notre travail sur trois piliers fondamentaux : la gestion des associations membres, la formation professionnelle et continue et la représentation politique pour les questions commerciales. Nous voulons rendre le commerce plus visible et tangible et garantir de conditions-cadres attrayantes.

Quelle est la contribution du commerce à l'économie et à la prospérité en Suisse ?

Le secteur commercial compte 700 000 emplois en Suisse, soit 15% de tous les postes de travail. Le commerce garantit la sécurité d'approvisionnement de notre pays. Sans le commerce, sans les importations, rien ne se passerait dans notre pays pauvre en matières premières. Cela s'applique à tous les domaines : de l'énergie aux matières premières, en passant par les produits intermédiaires pour l'industrie d'exportation, les produits médicaux et les aliments et boissons.

Le libre commerce mondial et l'échange économique avec nos voisins sont essentiels pour le commerce d'importation et le commerce extérieur. Quelles sont vos attentes en la matière envers le monde politique ?

Il faut des règles du jeu équitables et non pas des voies suisses spéciales ou une solution « Swiss Finish ». L'accès aux marchés de premier plan doit être assuré sans entraves commerciales. Politiquement, nous devons penser et agir avec ouverture d'esprit. Le libre-échange doit être renforcé; les accords existants doivent être étendus et de nouveaux accords de libre-échange, conclus. Et nous devons parvenir à un accord durable avec l'UE. La Suisse doit rester ouverte et s'opposer aux tendances de protectionnisme. La politique commerciale est aussi une politique intérieure : chaque législation et réglementation entraîne des conséquences sur le commerce extérieur. Le monde politique et les autorités devraient toujours garder à l'esprit la compétitivité de la Suisse.

Le magazine « Le Commerce » sert également de rapport annuel et de préparation à l'Assemblée générale de Commerce Suisse, qui aura lieu le 16 juin 2023 à Berne. Qu'est-ce que la Journée du Commerce représente pour vous et pourquoi ne doit-on manquer cet événement sous aucun prétexte ?

La Journée du Commerce propose chaque année des présentations et des discussions passionnantes. L'ambassadeur Eric Scheidegger, économiste en chef de la Suisse, sera lui-même présent. Deux personnalités entrepreneuriales très connues de secteurs économiques clés participeront également au panel. Cela promet une discussion enrichissante. Les représentants des autorités, les membres et les commerçants auront l'opportunité d'échanger leurs idées. La Journée du Commerce se déroule dans une atmosphère amicale et familiale, idéale pour élargir son réseau et recueillir des idées et des informations. Je me réjouis d'ores et déjà de vous y retrouver !



Kaspar Engeli
directeur Commerce Suisse

Conjoncture

Les deux dernières années ont été marquées par une reprise conjoncturelle. Après l'effondrement dramatique de l'économie dû à la pandémie, qui s'est principalement manifesté en 2020, la reprise a déjà commencé en 2021. Au deuxième trimestre de 2021, le PIB de la Suisse avait déjà retrouvé son niveau d'avant la crise de fin 2019. Cependant, avec l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022, la situation a rapidement changé : alors que le développement économique au premier semestre 2022, en particulier les trois premiers mois, était encore marqué par la reprise suite à la crise du Covid-19, l'invasion russe et la situation tendue en termes d'approvisionnement énergétique en Europe ont pesé sur la croissance.

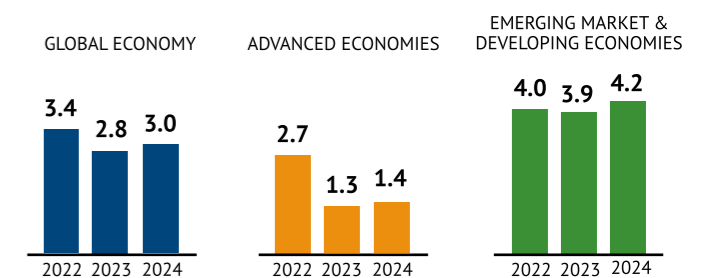
Pressions sur le commerce international

L'éclatement de la guerre en Ukraine a été une expérience marquante pour le commerce international : pour la première fois depuis cinq ans, le commerce des marchandises a eu un effet négatif sur la croissance du PIB de la Suisse en 2022, selon le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Toujours selon le SECO, la demande internationale de produits d'exportation suisses a été freinée par les taux d'inflation élevés, les taux d'intérêt en hausse et l'incertitude entourant la guerre en Ukraine ainsi que l'approvisionnement en énergie en Europe. Malgré tout, l'économie suisse a encore connu une croissance de 2,1% en 2022.

L'année en cours devrait voir une nouvelle diminution du développement économique en Suisse. Les prévisions oscillent entre une croissance réelle du PIB de 0,7% (UBS Global Wealth Management) et 1,1% (SECO et Institut de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF)). Ces chiffres sont inférieurs aux 1,3% prévus par le Fonds monétaire international (FMI) pour les pays industrialisés.

Le FMI prévoit une légère tendance à la hausse au niveau mondial pour 2024 par rapport à 2023. Selon les prévisions du KOF, la Suisse devrait croître de 1,7%; le SECO, lui, table sur 1,5%. UBS est de nouveau beaucoup plus pessimiste, prévoyant une croissance de seulement 1%.

World Economic Outlook April 2023 GROWTH PROJECTIONS (Real GDP growth, percent)



La direction



Kaspar Engeli
Directeur
Conseil juridique
Gestion des associations



Andreas Steffes
Secrétaire
Gestion des associations
Communication
Procédures de consultation



Ueli Stursberg
1er secrétaire
Gestion des associations
Formation
Contrats d'associations



Elias Welti
Secrétaire
Gestion des associations

Dr. Eric Scheidegger économiste, est chef de la Direction de la politique économique et directeur adjoint du SECO. Il interviendra lors de la « Journée du commerce » 2023.

Interview avec Dr. Eric Scheidegger

Guerre en Ukraine, perturbation des chaînes d'approvisionnement, hausse des prix de l'énergie, pénurie d'énergie, inflation, etc. En tant que chef de la Direction de la politique économique au SECO, comment évaluez-vous cette situation complexe ?

Le nombre de chocs externes que l'économie suisse a dû digérer au cours des trois dernières années représente une série extraordinaire de défis. La tâche du SECO consiste à analyser les risques et les événements réels sous forme de scénarios pour aider le monde politique à prendre des décisions de nature économique. En ce qui concerne l'économie suisse, il a été très impressionnant de constater à quel point les entreprises ont réussi à s'adapter à l'environnement de crise de ces dernières années.

La politique commerciale internationale libérale est sous pression. Le protectionnisme est de retour. La politique industrielle dans le cadre des « achats américains » ou des « green deals » détermine la politique économique dans nos pays partenaires.

L'ère de la globalisation est-elle révolue ? Qu'est-ce que cela signifierait pour une petite économie ouverte comme la Suisse ?

Nous sommes sous l'emprise des récentes initiatives aux États-Unis et dans l'UE. Ces tensions, en particulier entre les États-Unis et la Chine, ont toutefois commencé à se manifester dès 2016, par exemple dans le commerce de l'acier et de l'aluminium. La pandémie, la crise énergétique et l'inflation sont venues renforcer ces tendances. Et parfois, les réactions protectionnistes sont également une réponse automatique aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Bien que les pénuries d'approvisionnement soient largement résorbées, les mesures protectionnistes ne diminuent pas. Cela est très préoccupant pour une économie ouverte comme celle de la Suisse. En alliance avec des pays ayant des intérêts similaires, la Suisse travaille dans des forums multilatéraux tels que l'OMC sur des initiatives visant à contrer une aggravation des impulsions protectionnistes.

Comment évaluez-vous la situation économique générale de la Suisse aujourd'hui ?

En début d'année, nous avons connu le ralentissement économique auquel nous nous attendions. Après une croissance supérieure à la moyenne en 2022, nous prévoyons cette année une croissance économique toujours positive, mais moins élevée. L'absence d'une crise énergétique grave cet hiver a évité une récession. En revanche, l'inflation reste un défi. En Suisse, elle se stabilise à un niveau relativement élevé, mais reste bien inférieure à celle à l'étranger. Le ralentissement de la croissance et de l'inflation est contrebalancé par une évolution très solide du marché du travail. Les faibles taux de chômage sont accompagnés d'une pénurie généralisée de main-d'œuvre qualifiée. Nous observons globalement une évolution satisfaisante et nous sommes d'avis qu'une normalisation mondiale des conditions-cadres devrait se produire d'ici à l'année prochaine. Mais cela ne sera le cas que si la Suisse et l'Europe ne connaissent pas de crise énergétique l'hiver prochain.

La pénurie de personnel qualifié n'est pas un phénomène nouveau et nous préoccupe de plus en plus. Même l'immigration des dernières années n'a pas pu changer la donne. Comment pouvons-nous résoudre ce problème ?

Effectivement, la demande de travailleurs qualifiés reste un problème structurel. La demande croissante après la pandémie a renforcé cette évolution dans de nombreux pays pour des raisons conjoncturelles, de sorte qu'on peut parler d'une pénurie générale de main-d'œuvre. Si le ralentissement conjoncturel attendu pour 2023 se concrétise, cette pénurie de personnel généralisée devrait légèrement baisser. Le Conseil fédéral et le Parlement ont pris des mesures fondamentales. Par exemple, le Conseil fédéral a soumis en consultation une nouvelle proposition de taxation individuelle. Il a également pris des mesures en matière de politique de formation, notamment dans des domaines tels que les TIC où la pénurie est particulièrement prononcée. L'immigration qualifiée contribue également à résoudre le problème. Cependant, de par l'évolution démographique, ce défi continuera de nous préoccuper. Au cours des prochaines décennies, le marché du travail verra bien plus de départs à la retraite que de nouveaux arrivants. Les entreprises devront s'y adapter avant qu'il ne soit trop tard.

«Le commerce comme moteur de changement» : cette promesse a-t-elle été définitivement enterrée par l'invasion russe en Ukraine ?

Certainement pas. Il n'a jamais été dit que le commerce seul conduisait à la paix et à la prospérité. Le commerce n'est pas une condition suffisante, mais il est un élément décisif de la prospérité. Nous nous sommes effectivement trompés en espérant que

l'intégration de la Russie dans le commerce mondial entraînerait un changement social et démocratique dans le pays. Cependant, le rapprochement mondial par le commerce reste un facteur de succès décisif.

Vous avez mentionné que la Suisse, en tant que nation importatrice et exportatrice, dépend du fonctionnement du commerce mondial. Les accords de libre-échange sont donc d'une importance capitale. Depuis 2021, un accord avec l'Indonésie est en vigueur, et à la fin mars, un nouvel accord de libre-échange a été conclu avec la Moldavie. Où voyez-vous d'autres possibilités pour de tels accords ?

Nous disposons aujourd'hui d'un vaste réseau d'accords de libre-échange. Le Conseil fédéral s'engage à développer ces relations commerciales. Il faut également moderniser les accords commerciaux existants. En plus de l'accès aux marchés pour nos exportations, l'accès aux marchés d'approvisionnement est également crucial dans la répartition internationale du travail. La diversification des voies d'importation peut renforcer la résilience de la Suisse.

En ce qui concerne le libre-échange, les attentes politiques internes constituent également un défi. D'une part, des exigences en matière de durabilité sont exprimées et, d'autre part, des intérêts, tels que ceux de l'agriculture, sont défendus. Cela peut entrer en conflit avec la vision de nos partenaires commerciaux potentiels. Des solutions innovantes et pragmatiques sont donc nécessaires.

Plus concrètement, après l'Indonésie et la Moldavie, nous devons maintenant intensifier les discussions avec l'Inde. Nous sommes également sur la bonne voie pour conclure un accord avec la Thaïlande et le Chili. Des négociations devraient être entamées avec le Royaume-Uni. Après le Brexit, nous avons des chances de conclure un nouvel accord de libre-échange plus complet.

Venons-en à l'importation. Selon vous, quel rôle le commerce, et plus concrètement les importations, jouent-ils pour la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse ?

Son importance a souvent été sous-estimée. Cela est devenu évident pendant la crise énergétique. Toutefois, nous avons toujours été dépendants de l'étranger pour des importations stables de produits intermédiaires, y compris dans d'autres secteurs. Jusqu'à la crise actuelle, cela allait peut-être de soi. Maintenant, nous avons compris l'importance de la sécurité des importations. En réponse aux pénuries, de nombreuses entreprises ont réexaminé et diversifié leurs chaînes d'approvisionnement, et la logistique a également retrouvé de l'importance. Dans l'ensemble, le commerce contribue de manière très importante à notre sécurité d'approvisionnement.

La fin de la mondialisation ?



Le système économique mondial est en mouvement. La pandémie, la guerre russe en Ukraine et le dualisme renforcé entre les puissances économiques chinoise et américaine ont rebattu les cartes. La mondialisation semble désormais être remise en question. Cela représente un énorme défi, car les marchés ouverts sont à la base de la prospérité occidentale.

Cette année, le Forum économique mondial de Davos avait pour devise : « La coopération dans un monde fragmenté ». Ainsi, le WEF a soulevé sur la scène internationale ce qui préoccupe de plus en plus les dirigeants économiques et politiques du monde entier : le protectionnisme qui sévit et la fermeture de marchés entiers qui l'accompagne.

Cependant, malgré la fragmentation croissante de la politique internationale et les tendances protectionnistes, le volume des échanges commerciaux mondiaux n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Il est donc prématuré d'annoncer la fin de la mondialisation. Les fondements du commerce international devront toutefois être revus dans les années à venir. Les sphères d'influence hégémoniques devront être renégociées et auront des répercussions sur le commerce international.

En Chine, aux États-Unis et dans certaines parties de l'Union européenne, on annonce un renforcement de la production nationale. Cela entraîne un abandon partiel de la division internationale du travail. Les biens et secteurs stratégiques sont particulièrement touchés. L'accent mis sur les technologies des semi-conducteurs en est un exemple (voir aussi l'interview à la page 16). Les États-Unis investissent massivement dans ce domaine et leur programme gouvernemental d'infrastructure mise sur le recours aux matières premières et aux fournisseurs

nationaux. Attendons de voir dans quelle mesure il y aura des développements concrets suite à ces annonces. Toutefois, un déplacement de la production mondiale et un changement dans les relations commerciales sont déjà observables.

Cette évolution offre également des opportunités, qu'il s'agisse de nouvelles zones de libre-échange entre les démocraties occidentales ou d'une diversification accrue des relations commerciales avec différents marchés d'importation et d'exportation. Pour l'économie suisse, il est important de faire preuve d'agilité dans un environnement mondial en mutation et de ne pas se laisser distancer. Elle se situe entre les grands blocs de pouvoir. Il est donc à espérer que des politiques fondées sur des règles prévaudront sur la simple quête de pouvoir des grandes puissances. Le commerce international libre et des institutions pour une concurrence loyale sont particulièrement dans l'intérêt des petits pays comme la Suisse. Compte tenu des logiques changeantes de la politique internationale et de cette nouvelle mondialisation, il est d'autant plus important de garantir l'accès au marché suisse. Le monde politique suisse doit donc agir : le réseau existant d'accords de libre-échange doit être sécurisé d'urgence et, si possible, complété afin de nous préparer pour le commerce de demain.

La clarification des relations avec l'UE reste particulièrement importante. Surtout en cette année électorale 2023, le monde politique doit poursuivre sur la voie du libre-échange et de la garantie à long terme des relations bilatérales. Il incombe au Conseil fédéral de chercher des solutions. Cependant, le secteur commercial doit souligner l'importance de ces relations pour la prospérité de la Suisse. Car non seulement le secteur de l'import-export en bénéficie, mais aussi l'ensemble de la Suisse.

Contributeur externe : Le commerce continuera de gagner en importance

Un commerçant moderne n'est plus simplement une entreprise qui achète en grande quantité à bas prix pour revendre en petites unités à des prix plus élevés. « Acheter à bas prix et vendre à prix élevé » est certes un adage commerçant ayant fait ses preuves, mais nous y limiter serait bien trop réducteur.

Une gestion intelligente regroupe des lignes de produits complémentaires et assure une distribution efficace. Il ne s'agit pas seulement de servir les marchés bénéficiant d'une infrastructure généreuse, mais aussi les régions en dehors des grands centres. Le stock des commerçants sert de « coussin » entre l'offre et la demande. Il lisse les fluctuations de la demande et permet aux fournisseurs de produire de manière continue et donc efficace. Les dernières années, marquées par la pandémie et la guerre en Ukraine, ont clairement souligné l'importance de ce rôle pour l'économie et la société. Les interruptions de chaînes d'approvisionnement n'ont eu que de faibles effets sur les clients finaux. Le commerce a pu répondre aux besoins grâce à son stock, bien que cela n'ait duré qu'un certain temps. Souvent, cela a suffi jusqu'à la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. En outre, le commerce entretient un partenariat étroit avec les clients et les fabricants, qui permet normalement une livraison dans les délais, tout en garantissant l'approvisionnement en cas de crise.

Depuis que nous sommes confrontés à une pénurie d'électricité éventuelle, le commerce joue un nouveau rôle. Les producteurs énergivores tels que l'acier, les briques ou les panneaux agglomérés seront probablement forcés de fermer temporairement en cas de pénurie d'électricité. Le commerce pourra alors faire office de fournisseur et combler ce vide pendant un certain temps. Avec une coordination efficace, il pourrait agir comme une sorte de grande batterie. En été, en cas de surplus d'énergie, il pourrait stocker des matériaux pour les livrer aux consommateurs lors d'une pénurie hivernale. Les industries énergivores pourraient alors fermer temporairement leurs usines sans causer de dommages économiques. Une réserve obligatoire 2.0 comme alternative aux groupes électrogènes et aux barrages remplis.

Les défis du commerce sont les mêmes que ceux auxquels fait face l'économie. Des prix d'achat qui fluctuent beaucoup, comme dans le commerce de l'acier, représentent un risque considérable. En cas de baisse de ces prix, la valeur du stock diminue et se déprécie aux prix de rachat, avec les conséquences correspondantes sur le compte de résultat. Au vu du rôle essentiel que

joue le commerce dans la sécurité d'approvisionnement et la gestion d'une pénurie d'électricité, un stock trop important en cas de baisse des prix peut priver le commerçant de sa base économique. Des modèles de couverture intelligents réduisent certes ce risque, mais ne l'éliminent pas complètement. De solides réserves financières représentent donc une condition essentielle au succès commercial.

Nous sommes également confrontés à une pénurie de personnel qualifié. Sans les spécialistes nécessaires, les projets prennent du retard, la qualité du service se détériore et l'efficacité générale diminue. Aujourd'hui, nous devons présenter des offres attrayantes non seulement à nos clients, mais aussi à nos employés actuels ou futurs. Outre un salaire élevé et un court trajet entre le domicile et le travail, une bonne image en tant qu'employeur est décisive.

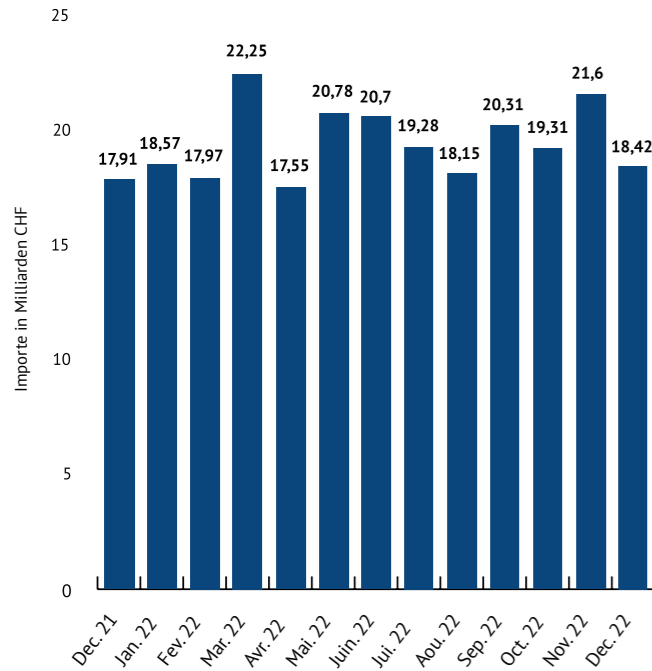
La digitalisation recèle un grand potentiel, en particulier dans le commerce. Des processus numérisés robustes peuvent considérablement améliorer la qualité de notre service. L'interface numérique avec nos clients évite également les malentendus et garantit une livraison pratiquement exempte d'erreurs. Digitec et d'autres commerçants ont ouvert la voie dans le secteur B2C. Des besoins très similaires s'appliquent également dans le B2B. Il est donc important de s'inspirer des grands acteurs dans les plus brefs délais.

« **En résumé, le commerce est une partie indispensable du système économique et contribue au développement et à la stabilité des entreprises, des marchés et des économies nationales.** »

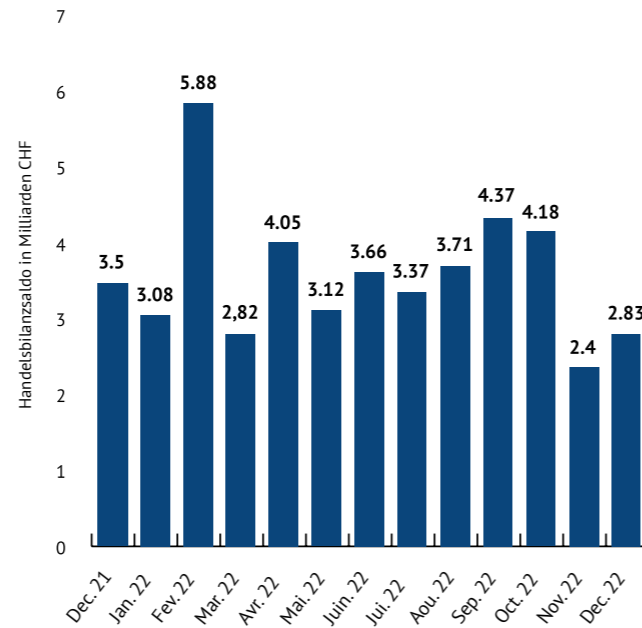
Article de l'auteur invité **Thomas Freuler**,
Président de l'Association Suisse du Commerce
de l'Acier et de la Technique du Bâtiment

La place commerciale suisse en chiffres

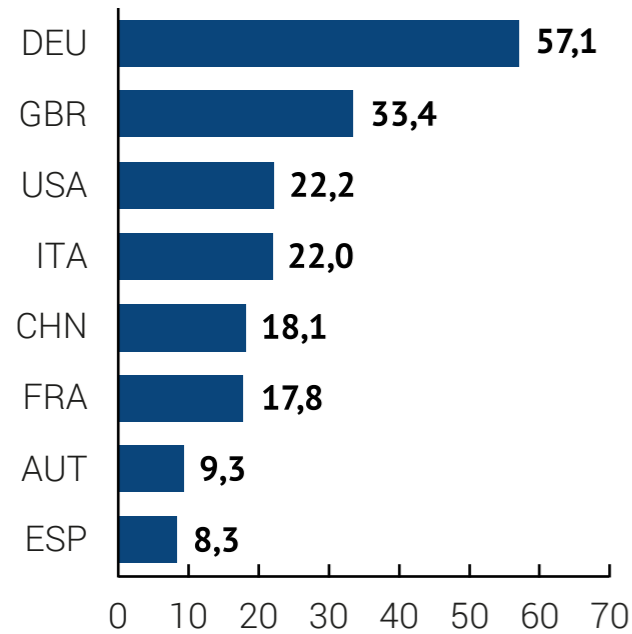
Importations en Suisse de décembre 2021 à décembre 2022 (en milliards de CHF)



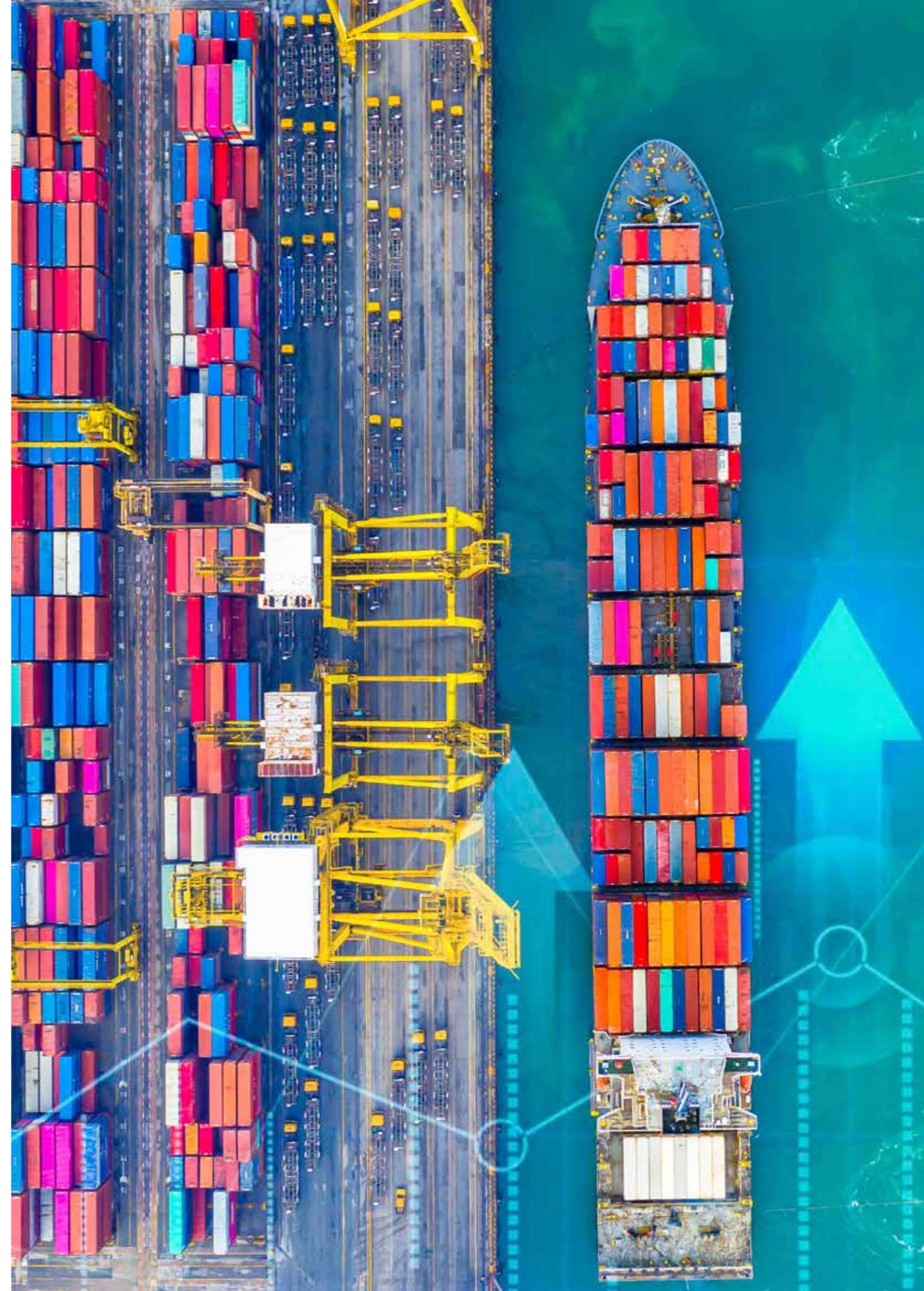
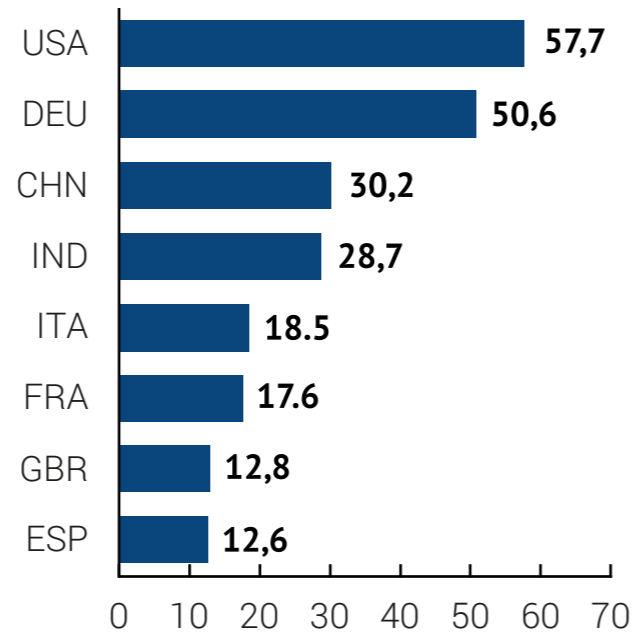
Balance commerciale de la Suisse de décembre 2021 à décembre 2022 (en milliards de CHF)



Les principaux partenaires Importations 2022 (en milliards de CHF)



Les principaux partenaires Exportations 2022 (en milliards de CHF)



La coopération, la clé du succès

Depuis 1990, la mondialisation a sorti plus d'un milliard de personnes de la pauvreté. Or, conflits commerciaux, le protectionnisme, les guerres et les tensions croissantes entre les blocs de pouvoir mondiaux constituent une menace pour ces accomplissements. La Suisse fera également partie des perdants si elle refuse de coopérer avec ses partenaires les plus importants. Il est donc crucial qu'elle établisse de nouvelles bases solides pour ses relations avec l'UE, de loin son premier partenaire commercial. De plus, d'autres accords de libre-échange sont encore possibles.

Jusqu'à il y a quelques années, le monde était sur la bonne voie pour se débarrasser du fléau de la pauvreté. Les principaux moteurs en étaient la mondialisation et, implicitement, le libre-échange. La réduction des tarifs douaniers et d'autres obstacles commerciaux a permis aux entreprises d'étendre leurs processus de production au-delà des frontières nationales et vers des pays moins développés. Elles sont devenues un élément intégral des chaînes de valeur globale. Selon le rapport sur le développement dans le monde 2020 de la Banque mondiale, cela a permis depuis 1990 à près de 1,1 milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté.

La Suisse fait partie des pays bénéficiaires de la mondialisation. Aujourd'hui, elle gagne un franc sur deux à l'étranger. Notre prospérité dépend donc largement d'une économie d'exportation et d'importation fructueuse. Avec un taux d'exportation de 80 %, cela s'applique en particulier à l'industrie technologique suisse (industrie MEM ainsi que les secteurs technologiques connexes). Son marché intérieur est trop petit pour assurer les 325 000 emplois sur le territoire national.

Cependant, les entreprises exportatrices ne peuvent exploiter pleinement leur potentiel que si elles ont un accès aussi libre que possible aux marchés mondiaux de vente et d'approvisionnement. Malheureusement, l'environnement international a pris la mauvaise direction au cours des dernières années. Le protectionnisme et les subventions déformant la concurrence sont actuellement en vogue. Des exemples en sont l'« Inflation Reduction Act » aux États-Unis, le « Green Deal » dans l'Union européenne ou encore la stratégie dite de double circulation

de la Chine. De plus, la pandémie de Covid-19 a révélé la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Tout cela remet en question les gains de prospérité mondiaux des dernières décennies. La pauvreté a récemment à nouveau augmenté.

Au niveau international, le droit du plus fort gagne de plus en plus de terrain par rapport au modèle de coopération basé sur des droits applicables sur le plan international. La faiblesse de nombreuses organisations internationales, dont l'OMC, est symptomatique de cette évolution. Pour l'instant, nous ne pouvons qu'à peine concevoir les conséquences des tensions entre les blocs de puissance mondiaux. La Suisse se retrouve dans une position difficile. Elle n'a pas les moyens politiques de faire valoir ses intérêts. Malgré cela, elle dispose d'une marge de manœuvre. La meilleure approche est celle qui concerne les relations avec l'Europe. Dans la situation actuelle, il serait imprudent de ne pas établir de nouvelles bases solides pour ces relations. En outre, le réseau des accords de libre-échange (ALE) doit être élargi. Un accord a été négocié avec le Mercosur et devrait être ratifié. Les plus grands potentiels sont toutefois offerts par les ALE avec l'Inde, les États-Unis et les pays d'Asie du Sud-Est.

La mondialisation va certes changer. La résilience ne cesse de gagner en importance, surtout dans les chaînes d'approvisionnement. Cependant, le plus grand nombre possible d'états doit être intégré dans le système mondial de création de valeur. Cela favorisera la classe moyenne dans le monde entier, ce qui aura un impact positif sur la sécurité et la stabilité politique. Sans coopération mondiale et sans paix durable, nous ne pourrions pas vaincre la pauvreté. Et sans coopération internationale, nous ne progresserons pas non plus dans d'autres domaines, tels que l'approvisionnement en énergie ou la protection du climat.

Opinion de **Martin Hirzel**,
président de Swissmem

Les commerçants dressent un bilan positif pour 2023

Les organisations membres de Commerce Suisse ont dressé un bilan majoritairement positif après le premier trimestre 2023. Néanmoins, les incertitudes liées aux prix de l'énergie et aux chaînes d'approvisionnement ainsi que la pénurie de main-d'œuvre demeurent préoccupantes. Le commerce en ligne continue de gagner en importance. Selon le commerce, des conditions-cadres fiables et des marchés ouverts sont essentiels pour notre pays et la sécurité d'approvisionnement.

Malgré les défis persistants, le moral est bon: le commerce suisse a démarré l'année 2023 de manière positive, comme l'a clairement indiqué le premier échange sectoriel de Commerce Suisse. Les différences sont cependant marquées entre les branches. Rudolf O. Schmid, président de Commerce Suisse, résume le sentiment actuel du comité: «Les membres de Commerce Suisse ont vécu une année 2022 fructueuse. Le premier bilan intermédiaire pour 2023 est également positif. Malgré des défis persistants, l'activité commerciale dans les différentes branches du commerce se développe plutôt bien».

Coûts élevés de l'énergie

Les coûts élevés de l'énergie pèsent sur tous les membres de Commerce Suisse. Les secteurs de l'acier et du cuir, mais aussi de la mode et du commerce de détail, sont particulièrement touchés. Alors que les premiers font face à une augmentation des coûts de production, les seconds ressentent une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Pénurie de personnel qualifié

La pénurie de personnel qualifié touche tous les secteurs, en particulier l'industrie automobile ainsi que celle de. L'automatisation accrue pourrait y répondre, comme le constate Daniel Broglie, de la société Chromos: «La pénurie de personnel qualifié est omniprésente, mais la Suisse peut miser sur ses forces en matière d'automatisation et de sciences de la vie».

Chaînes d'approvisionnement interrompues

En raison de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées de manière persistante. La Suisse, en sa qualité de nation importatrice, est particulièrement touchée. De par sa réactivité, le commerce joue un rôle important pour la place économique et la sécurité d'approvisionnement suisses.

L'importance croissante du commerce en ligne

L'importance croissante du commerce en ligne ne faiblit pas. Cela est particulièrement visible dans le commerce de détail, par exemple dans le domaine vinicole: «Dans le commerce des vins, la tendance va vers la vente en ligne, et par le biais de promotions», déclare Matthias Tobler, de Scherrer & Bühler SA. Dans la concurrence transfrontalière, il est essentiel que les règles soient équitables, notamment pour la TVA: «L'inégalité de traitement entre les fournisseurs suisses et étrangers doit être combattue», déclare ainsi Jörg Bucher, de B+B Sport SA.

Des conditions-cadres fiables, un commerce libre efficace et des relations réglementées avec l'Union européenne sont des prérequis essentiels pour le commerce suisse.

« Les membres de Commerce Suisse ont vécu une année 2022 fructueuse. Le premier bilan intermédiaire pour 2023 est également positif. Malgré des défis persistants, l'activité commerciale dans les différentes branches du commerce se développe plutôt bien »

R. Schmid,
Président Commerce Suisse



L'importance des puces pour le commerce international et pour la Suisse

Les micro-puces modernes ne mesurent que quelques millimètres. Dans la vie de tous les jours, nous les percevons à peine. Mais aujourd'hui, elles sont devenues indispensables. Les conséquences de la pandémie sur les sites de production et les chaînes d'approvisionnement, ainsi que la rivalité géopolitique entre la Chine et les États-Unis des dernières années, ont bouleversé le commerce mondial des puces. Bien évidemment, elles ont également une grande importance pour le marché et l'industrie suisses.

Nous avons rencontré Judith Bellaïche, directrice générale du SWICO, l'association professionnelle pour le secteur des TIC et d'Internet, et avons discuté de l'importance et des défis du commerce international de micropuces pour la Suisse.

Madame Bellaïche, qu'est-ce que les micropuces et pourquoi notre vie quotidienne est-elle aujourd'hui impensable sans elles?
Les puces sont un élément fondamental pour le fonctionnement de tout appareil électronique. Elles contrôlent et stockent des informations et sont donc indispensables à l'automatisation et à la numérisation.

Les Suisses ont remarqué le manque de puces dû aux longs délais de livraison pour certains produits électroniques. Que s'est-il passé ces dernières années?

Oui, les chaînes d'approvisionnement ont été complètement perturbées par la pandémie. Les restrictions qui y étaient liées ont affecté la livraison de matières premières et la production de biens et la demande n'a plus pu être satisfaite. Les fabricants n'ont pas été en mesure de se tourner rapidement vers d'autres régions.

De plus, les tensions géopolitiques entre les puissances mondiales que sont les États-Unis et la Chine exercent également une influence sur le commerce international. Les perspectives sombres concernant Taïwan, le site de production de puces le plus important au monde, entraînent des incertitudes supplémentaires sur le marché. Et enfin, la demande de puces continue de croître sans relâche.

Comment se présente actuellement la situation d'approvisionnement pour l'économie suisse?

La Suisse est totalement dépendante de l'étranger, que ce soit en termes de pièces détachées telles que les puces ou de matières premières et de terres rares. Une bonne relation avec nos partenaires commerciaux et notre pouvoir d'achat représentent donc des facteurs clés pour le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement.

L'Europe est donc largement dépendante de l'étranger. Aux États-Unis, la production nationale est à nouveau fortement encouragée. Est-ce que l'Europe agit également dans cette direction?

L'UE veut implanter une production de puces en Europe. Des milliards de subventions ont pour but d'attirer les investisseurs et de construire

de nouvelles usines. L'objectif de l'UE consiste à augmenter sa part de marché mondiale dans la production de puces à 20% d'ici 2030. Indépendamment des subventions, je sais que plusieurs fabricants d'appareils répartissent leur production sur plusieurs sites pour réduire les dépendances.

Vous parlez du paquet législatif sur les semi-conducteurs de l'UE. La Suisse pourrait-elle également en profiter?

En ce qui concerne les puces, la Suisse reste dépendante des importations. Si l'UE développe sa production, la Suisse pourrait peut-être importer davantage de semi-conducteurs des états européens et diversifier ses risques. Cela montre une fois de plus que la Suisse dépend d'un commerce international fonctionnel.

Une production de micro-puces en Suisse est-elle imaginable?

C'est très improbable. Une telle vision irait à l'encontre de la division internationale du travail et, du point de vue économique, cela n'aurait aucun sens. Dans la situation actuelle, nous devrions résister à la tentation de vouloir inverser la mondialisation. Nous devrions la concevoir de manière plus intelligente et plus résiliente.

Le rôle essentiel des importations pour la sécurité de l'approvisionnement est évident. Cela nécessite des conditions-cadres appropriées. En tant que conseillère nationale, vous pouvez également évaluer ce domaine. Selon vous, que peut ou doit faire le monde politique pour garantir à la Suisse l'accès à ces biens du secteur high-tech?

Des relations stables et fiables avec nos partenaires économiques et commerciaux sont essentielles pour notre pays et notre prospérité. Or, nos relations actuelles avec l'UE, qui est notre partenaire commercial le plus important, sont ternies. Nous devons tout mettre en œuvre pour créer des conditions réglementées et redonner une impulsion positive à cette relation. Enfin, nous n'avons toujours pas conclu d'accord de libre-échange avec les États-Unis, mais il faut que cela change.

Madame Bellaïche, nous vous remercions pour cet entretien.

L'entretien dans son entier est disponible sur www.commercesuisse.ch

Brevet fédéral de spécialiste du e-commerce



La numérisation change le commerce sans retour en arrière possible. Le commerce en ligne progresse très vite et complète de plus en plus le commerce de détail. En même temps, la Suisse souffre d'un manque de spécialistes en e-Commerce. Cela est dû en partie au fait que la formation initiale et continue dans le domaine du commerce en ligne en Suisse est principalement proposée au niveau universitaire, et au fait qu'aucune formation professionnelle continue reconnue au niveau fédéral n'est encore offerte aux détenteurs et détenteurs d'un CFC. Les choses doivent changer.

Les associations Commerce Suisse, FCS Formation du Commerce de Détail Suisse et ASSOCIATION DE COMMERCE.swiss souhaitent contribuer à ce que les entreprises puissent commencer dès aujourd'hui à former leurs employés à l'e-commerce. Fin 2021, le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a approuvé un examen professionnel fédéral. Avec le brevet fédéral de spécialiste du e-commerce, les employés disposent d'une possibilité de formation continue dans le domaine de l'e-commerce.

Cette formation continue s'adresse aux professionnels du commerce de détail, aux employés de commerce, aux médiamaticiens et à toute personne ayant suivi une autre formation de base et possédant au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le secteur du commerce digital. La formation se compose au total de sept modules, suivi des examens correspondants. De plus, les diplômés rédigent un rapport sur différents domaines et une grille de compétences personnelles. L'examen final représente la dernière étape.

La formation pour l'obtention du brevet fédéral de spécialiste du e-commerce inclut les modules suivants :

1. Conception et développement d'une plateforme digitale
2. Optimisation de la présentation numérique des produits
3. Numérisation des processus de vente
4. Réalisation d'activités de marketing
5. Interaction sur les interfaces
6. Gestion de projets et d'équipes de projet
7. Mise en réseau et actions sur le marché numérique

Les premiers cours de préparation ont déjà commencé. Les prochains commencent au deuxième et troisième trimestre 2023. Les établissements de formation suivants ont déjà annoncé les premiers cours de préparation pour le brevet fédéral de spécialiste du e-commerce :

- eFachausweis
- Feusi Bildungszentrum
- FfD – Fachschule für Detailhandel
- IFCAM – Institut Suisse pour la formation des cadres d'entreprise

Si cette formation vous intéresse, nous vous recommandons de prendre directement contact avec l'un des prestataires pour vous informer sur le contenu et le déroulement du cours. Vous trouverez également des informations supplémentaires sur le site de l'organisme (www.e-com.swiss). La Confédération prend en charge 50% des coûts de chaque formation financée par le candidat jusqu'à un montant maximal de 9'500 CHF (hors frais d'examen). Nous sommes convaincus que la formation de spécialiste du e-commerce représente un investissement rentable pour le futur des employés et des employeurs. Nous nous réjouissons de pouvoir compter sur de nombreux diplômés et de célébrer la première cérémonie de remise des diplômes prévue en automne 2024!

Commerce extérieur, libre-échange et relations avec l'UE



Rapport du Conseil fédéral sur le commerce extérieur 2022

Le développement de la voie bilatérale reste une priorité pour le Conseil fédéral, comme le souligne le rapport sur le commerce extérieur 2022 du gouvernement suisse. Dans son rapport du 9 décembre 2022 sur l'état actuel des relations Suisse-UE, le Conseil fédéral arrive à la conclusion que la voie bilatérale reste la meilleure solution pour la Suisse.

Fin mars 2023, les sept Sages ont demandé l'élaboration de lignes directrices pour les négociations avec l'Union européenne: «Le Conseil fédéral constate l'existence d'une dynamique positive dans les discussions menées entre la Suisse et l'UE aux niveaux technique, diplomatique et politique». Une approche dite «par paquet» devrait résoudre le blocage durable avec l'UE. Plutôt qu'un seul accord horizontal réglementant les questions institutionnelles (transposition du droit, surveillance, règlement des différends, etc.), un ensemble complet de nouveaux accords concrets (marché de l'électricité, santé, etc.) doit être élaboré. Comme l'indiquait le Conseil fédéral à la fin mars, les accords sur le marché intérieur devraient également inclure des solutions aux questions institutionnelles dans leur domaine respectif. Il procédera à une nouvelle évaluation de la situation cette année et vise à conclure les négociations d'ici fin 2024.

Il reste à voir dans quelle mesure cette nouvelle approche portera ses fruits. Concrètement, les obstacles connus demeurent: reprise dynamique du droit, règlement des différends, aides d'État, protection des salaires, directive sur les droits des citoyens de l'Union, etc. Il est cependant encourageant que le gouvernement cherche des solutions pour les relations avec nos voisins. En 2021, ceux-ci étaient de loin notre partenaire commercial le plus important, représentant 51% de l'ensemble du commerce de biens et services suisse.

Accord de libre-échange: l'Inde, un partenaire éventuel

Avec un volume de commerce bilatéral de 30,8 milliards de francs en 2021, l'Inde est le deuxième partenaire commercial de la Suisse en Asie après la Chine. Le potentiel est énorme. Plus de 330 entreprises suisses sont déjà actives en Inde grâce à des succursales ou des joint-ventures. Pour promouvoir l'expansion des relations commerciales entre la Suisse et le sous-continent indien, il serait dans l'intérêt de la Suisse d'approfondir les échanges existants avec un accord de libre-échange. Les premières négociations dans le cadre de l'AELE (Association européenne de libre-échange) ont été lancées en 2008 et étaient proches d'un accord à la fin 2013. Toutefois, rien n'a été conclu pour l'instant. Après plusieurs années sans cycles de négociation, les contacts entre l'AELE et l'Inde ont maintenant été intensifiés. En avril 2023, la délégation à l'AELE/UE de l'Assemblée fédérale a effectué une visite de travail en Inde. L'un des objectifs de ces discussions était de s'informer sur la position de l'Inde et, au niveau parlementaire, de renforcer l'intérêt des États de l'AELE pour un accord de libre-échange global.

Certes moins importante sur le plan économique, la conclusion de l'accord de libre-échange avec la Moldavie à la fin mars 2023 envoie cependant un signal politique important. D'autres accords seraient souhaitables. Cela s'applique non seulement à l'Inde et aux États du Mercosur, mais aussi aux États-Unis. Ces négociations sont pour la plupart terminées depuis 2019 et les clarifications juridiques sont toujours en cours. Aucune date de signature n'a encore été fixée. Enfin, il est réjouissant que les négociations avec la Thaïlande aient repris en juin et que deux rounds de négociations aient eu lieu. L'objectif du Conseil fédéral est de conclure les négociations dans les deux ans à venir.

CRIF SA: Certification ESG pour les PME



Une tempête se profile en Europe. Elle atteindra la Suisse au plus tard en 2024 avec l'entrée en vigueur de la réglementation suisse en matière de durabilité pour les grandes entreprises.

Cette tempête représente un bouleversement sociétal et se résume en trois lettres: ESG. L'acronyme ESG signifie Environnement, Social et Gouvernance et donne une image complète de la façon dont nous ferons des affaires à l'avenir.

Les critères ESG ne sont-ils qu'une tendance?

Les critères ESG ne sont pas une tendance, mais constituent un tournant dans les interactions sociales qui affectent la façon dont nous fabriquons, achetons et consommons des produits, combien nous sommes prêts à payer pour accéder à des financements et dans quelles conditions nos clients veulent continuer d'acheter chez nous. La Suisse est-elle concernée? Actuellement, les plus grandes entreprises se concentrent sur les rapports de développement durable, mais le climat est en train de changer. En ce qui concerne les critères ESG, la Suisse est dans «l'œil du cyclone», tout est encore plutôt calme et dans l'expectative, mais un coup d'œil sur nos voisins européens donne déjà un tout autre tableau. Même les plus petites entreprises de l'UE seront bientôt concernées par les rapports ESG. À court terme, nous ne pourrions pas éviter de nous adapter aux règles nationales et internationales de durabilité afin de conserver nos importants accès au marché.

Kunz AG – certifié ESG

Kunz AG, un fabricant suisse fictif de construction mécanique, a des clients suisses et internationaux. L'entreprise a récemment investi dans une certification ESG mondialement reconnue, ce qui lui confère de solides avantages concurrentiels. Le certificat prouve au milieu dans lequel Kunz évolue que la société

valorise l'origine de ses produits, se soucie de son personnel et brille par une bonne gouvernance. Qui plus est, l'entreprise bénéficie de conditions de financement préférentielles, car une bonne notation ESG signifie aussi une bonne solvabilité. Les nombreux appels d'offres demandaient souvent des réponses détaillées sur des questions liées aux critères ESG. Cette documentation chronophage, souvent au format Excel, est entièrement remplacée par la bonne notation ESG et le certificat ESG. De plus, la plateforme ESG permet le suivi et le contrôle de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et accroît la transparence.

Que devez-vous faire pour obtenir une certification ESG?

Vous devez répondre une seule fois à une centaine de questions sur votre développement durable, par exemple sur votre consommation d'énergie, le tri des déchets et le développement du personnel. Cela prend un certain temps au début. En contrepartie, cela vous procure des avantages concurrentiels majeurs. Vous êtes paré pour la tempête qui s'annonce avec un certificat ESG convaincant et vous vous préoccupez sérieusement de la durabilité. Vos clients, votre personnel et le milieu dans lequel votre société évolue vous en sont reconnaissants.

Votre prochaine étape

Faites partie dès aujourd'hui des gagnants de demain grâce au rapport ESG automatisé. Devenez pionnier dans votre branche et recevez votre certificat ESG automatiquement et facilement via ce lien : www.syneqy.com/fr/



